



Perspectives chinoises

2015/3 | 2015

L'industrie du prêt-à-porter entre configurations
locales et flux mondiaux

Greg Austin, *Cyber Policy in China*,
Cambridge & Malden, Polity Press, 2014, 203 p.

Séverine Arsène



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/7174>
ISSN : 1996-4609

Éditeur

Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 septembre 2015
Pagination : 64-65
ISBN : 979-10-91019-16-3
ISSN : 1021-9013

Référence électronique

Séverine Arsène, « Greg Austin, *Cyber Policy in China*, », *Perspectives chinoises* [En ligne], 2015/3 | 2015, mis en ligne le 01 janvier 2017, consulté le 24 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/7174>

Comptes-rendus de lecture



Greg Austin,
Cyber Policy in China,
Cambridge & Malden, Polity Press,
2014, 203 p.

SÉVERINE ARSÈNE

Dans *Cyber Policy in China*, Greg Austin retrace l'évolution de la stratégie chinoise d'informatisation depuis l'an 2000. C'est le premier ouvrage, à ma connaissance, qui rassemble et analyse de manière synthétique un ensemble de documents officiels aussi complet sur la question. Ces documents sont de natures variées : discours de dirigeants, plans quinquennaux, « Plan national pour l'informatisation 2006-2020 », rapports officiels et académiques, textes réglementaires, etc. Certes, ainsi que l'auteur l'explique dans le premier chapitre introductif, ces documents officiels ne permettent pas toujours de saisir comment la vision du gouvernement central se traduit sur le terrain au gré des interactions avec les dirigeants locaux, les entreprises privées et la société civile. Cependant, ils éclairent la vision de la « société de l'information » (« information society ») qui prévaut à la tête de l'État. Ce concept très en vogue depuis trente ans dans les rapports internationaux et qui a légitimé de nombreux plans de développement des infrastructures numériques à travers le monde, a été également adopté en Chine dans un contexte où le Parti communiste perçoit le numérique comme source de menaces, avec le développement de la dissidence politique, la cyber-guerre ou la crainte du retard économique.

Le deuxième chapitre revient sur les héritages historiques dans le domaine des technologies de l'information. L'ère maoïste a été essentiellement marquée par le gel de l'innovation et les entraves à la circulation de l'information. Avec le tournant des réformes économiques, les dirigeants ont au contraire misé sur le développement de « l'économie de l'information » pour accélérer la modernisation du pays. Cela s'est accompagné d'une impulsion en faveur de l'électronique et de l'informatique, mais sans pour autant inclure dans ce concept la notion de liberté de circulation de l'information. Les années 1990 ont ainsi vu la mise en place d'un Groupe dirigeant pour l'informatisation nationale (*State Informatization Leading Group*, SILG) au sein du Conseil des affaires d'État, le développement massif de réseaux par des opérateurs nationaux comme China Telecom, la multiplication de contacts et coopérations avec des entreprises et scientifiques étrangers, la floraison d'un secteur privé dans le domaine des services en ligne (Sina, Alibaba, Netease, etc.), mais aussi la mise en place de dispositifs techniques et réglementaires de contrôle sous la houlette du ministère de la Sécurité publique.

Un troisième chapitre aborde les efforts menés au cours des années 2000 pour développer un « e-gouvernement » dans l'objectif d'améliorer l'efficacité de l'administration via la mise à disposition d'informations, le développement de services d'intérêt public, ou des campagnes de consultation du public. Ce chapitre souligne également les efforts des autorités pour améliorer la confiance dans un environnement très touché par la cybercriminalité et les atteintes à la vie privée. Or ces mesures ont été appliquées de manière très inégale sur le terrain, et elles rencontrent inévitablement des limites politiques comme la protection des « secrets d'État », lesquels peuvent concerner le patrimoine des dirigeants aussi bien que le nombre de victimes du tremblement de terre dans le Sichuan en 2008. Dans le même temps, la popularisation rapide d'Internet a mis le gouvernement face à une « société de l'information », qui n'est désormais plus limitée à la seule « économie de l'information ». Pour répondre à ce mouvement, les dirigeants ont remanié à plusieurs reprises leur dispositif de gouvernance, avec en particulier la montée en puissance progressive du SILG et la formation en 2014 du Groupe dirigeant central pour la cybersécurité et l'informatisation (*Central Leading Group for Cybersecurity and Informatization*), et d'autre part le rôle important joué par le ministère de la Sécurité publique, notamment à travers ces groupes dirigeants et à travers le *Golden Shield Project*, destiné à filtrer l'information en ligne à des fins de censure et d'identification des opposants. L'auteur considère néanmoins que les flux d'information considérables qui circulent désormais en Chine constituent une force inexorable qui ne pourra que réduire la part du secret réservée à l'État chinois.

Un quatrième chapitre est consacré à la politique chinoise de soutien à l'innovation dans le domaine des technologies de l'information. S'appuyant notamment sur l'expertise de la Banque mondiale, les dirigeants chinois ont progressivement donné un caractère prioritaire à des enjeux comme l'amélioration des institutions (y compris l'État de droit), la formation de ressources humaines qualifiées, l'amélioration du dispositif de recherche et développement ou encore l'acquisition de savoirs et savoir-faire étrangers. Le secteur privé a également été encouragé à se développer. Après 2005, constatant que l'innovation était surtout concentrée à l'Académie des Sciences, dans des entreprises étrangères ou financées par des capitaux-risques étrangers, et que la Chine disposait de peu de brevets, les dirigeants ont mis l'accent sur l'innovation « autochtone » et la formation d'une « classe innovante ». L'auteur estime que la Chine peut désormais être à la pointe, dans les domaines qui n'impliquent pas la bureaucratie, ne relèvent pas du secret d'État, où le secteur privé a l'initiative, et où les investissements étrangers et l'échange ouvert d'information sont possibles.

Enfin, le cinquième chapitre aborde la question de la cybersécurité vue par les dirigeants chinois. Au tournant des années 2000, constatant que l'informatisation de la société était un mouvement irréversible, qui menaçait la souveraineté territoriale chinoise et était destinée à prendre une place prédominante dans les conflits armés, la Commission militaire centrale, dirigée par Jiang Zemin, a mis en avant l'urgence de développer des capacités de défense et de dissuasion dans le domaine informatique. L'Armée populaire de libération s'est ainsi dotée en 2004 de « nouvelles missions historiques »,

élargissant son rôle à la protection de l'intérêt national dans des domaines aussi variés que l'économie, les sciences et technologies, la vie sociale, la culture, l'information et l'idéologie, en plus du domaine militaire. Malgré des progrès jugés en général assez lents, la Chine a considérablement avancé dans les domaines de la conquête spatiale, du cyber-espionnage et de la capacité à mener une attaque numérique offensive ponctuelle, ce dernier point éveillant en particulier l'inquiétude des États-Unis. Cependant, l'auteur souligne que la Chine et les États-Unis ont de forts intérêts communs dans le maintien de la stabilité et de la sécurité numérique, compte tenu de leur interdépendance économique et technologique (en particulier *via* Taiwan), et qu'une stratégie est nécessaire pour gérer l'asymétrie des pouvoirs entre les deux grandes puissances dans ce domaine, faute de quoi la Chine, comme les États-Unis, se laisseront entraîner dans une course aux armements numériques qu'ils ne souhaitent pas. En attendant, la Chine défend de manière combative les principes de souveraineté numérique et de cybersécurité à travers de nombreuses initiatives multilatérales, de l'Assemblée générale des Nations Unies jusqu'à l'ICANN (*Internet Corporation for Assigned Names and Numbers*) en passant par l'APEC (*Asia-Pacific Economic Cooperation*).

Dans sa conclusion, l'auteur explique que le domaine numérique n'est pas une question de politiques publiques comme les autres. Pour lui, l'adoption des technologies de l'information devrait se traduire par de profonds changements dans le fonctionnement du régime, peut-être à l'image de Singapour, considéré comme un modèle de régime de parti unique qui a réussi à mettre en place une société de l'information moderne (ce qui est, à mon avis, une affirmation problématique au regard des limitations de la liberté d'expression à Singapour). La conclusion s'achève néanmoins sur une note optimiste, pariant que les dirigeants chinois auront opté pour les bonnes solutions d'ici à 2025.

L'ouvrage comprend une chronologie, une table des abréviations, une bibliographie sélective et un index qui en font un véritable manuel d'introduction à la politique numérique chinoise, facile d'accès et pratique d'utilisation.

Je reste néanmoins perplexe devant l'argument général présenté au premier chapitre pour justifier de la structure de l'ouvrage. Puisqu'il traite des choix éthiques et des valeurs des dirigeants chinois dans le domaine de la société de l'information, Greg Austin décide d'aborder le sujet de manière normative, en évaluant à la fin de chaque chapitre la stratégie chinoise à l'aune de neuf « valeurs idéales » qui devraient guider la politique dans ce domaine (« ideal values for information society policy », p. 9). Ces valeurs sont réparties en trois groupes, comme suit : d'une part, « l'écosystème national d'information », qui comprend la liberté des échanges d'information, la protection des échanges d'information et la confiance dans l'information ; d'autre part, une « économie de l'information innovante », qui comprend l'intention transformatrice (« transformation intent »), le système d'innovation, et l'existence d'une classe d'innovateurs ; enfin, un « écosystème mondial d'information », qui recouvre la nécessité stratégique de la stabilité, celle de dépasser les clivages militaires, et celle de tenir compte de l'interdépendance des systèmes informatisés en matière de sécurité (p. 16). Même si elles sont inspirées d'ouvrages et de rapports internationaux, ces neuf valeurs apparaissent comme choisies de manière arbitraire. Elles n'apportent rien à l'analyse des dilemmes des dirigeants chinois, qui est par ailleurs bien menée dans le livre. Cette approche me semble donc tout à fait superflue dans cet ouvrage qui apportait sans cela une synthèse claire et suffisamment complète de la politique numérique chinoise.

■ Séverine Arsène est chercheuse au CEFC et rédactrice en chef de *Perspectives chinoises* (sarsene@cefc.com.hk).



Hu Angang,
China in 2020: A New Type of
Superpower, Washington D.C,
Brookings Institution Press, 2011, 213 p.

MAOLIANG BU

L'ascension économique de la Chine n'a pas seulement inspiré la rédaction de nouveaux livres, ayant pour objet de comprendre l'économie chinoise et son influence sur le reste du monde, mais a aussi été accompagnée d'interprétations pessimistes envisageant le naufrage imminent du pays. L'article de David Shambaugh « l'effondrement prochain de la Chine » (*The Coming Chinese Crackup*), publié dans le *Wall Street Journal* en est un exemple récent. Étant donné que ces livres et ces opinions sont assez controversés et principalement publiés par des chercheurs non-chinois, il est d'une importance croissante d'explorer les différentes perspectives et de recueillir les voix des spécialistes originaires de Chine. L'ouvrage *China in 2020*, écrit par Hu Angang, sert favorablement cet objectif. En effet, comme le mentionne le Dr. Cheng Li dans l'introduction, « [...] probablement aucun spécialiste en RPC n'a été davantage visionnaire dans sa prévision de l'ascension chinoise au statut de superpuissance, plus clair et précis dans sa manière d'aborder les défis démographiques auxquels le pays est confronté, ou plus prolifique dans ses propositions d'initiatives politiques destinées à promouvoir une stratégie de développement économique innovante et durable que ne l'a été Hu Angang ».

China in 2020 traite de deux thèmes ayant un intérêt singulier : l'optimisme et l'exceptionnalisme chinois. Hu a toujours été optimiste au sujet de la transformation socioéconomique de la Chine. Il déclare que, si la tendance actuelle de développement se poursuit, le jour où la Chine dépassera les États-Unis dans différents domaines – non seulement en termes de puissance économique mais également dans les domaines du capital humain, des sciences, et des technologies – n'est pas loin. Sa confiance dans l'idée que la Chine est destinée à devenir une superpuissance se fonde sur plusieurs éléments, détaillés au sein des différents chapitres du livre : la puissance économique (chapitre 2), les ressources et le capital humains (chapitres 3 à 5), les prouesses scientifiques et technologiques (chapitre 6), et la capacité à affronter le changement climatique (chapitre 7). Toutes ces évaluations optimistes s'appuient sur et sont expliquées par une abondance d'informations et de statistiques auxquelles Hu a eu l'opportunité d'accéder du fait de sa position et de sa riche expérience. Hu a fondé et dirige le Centre d'études chinoises de l'Université Tsinghua où un travail considérable a été mené sur les rapports nationaux (*guoqing baogao*), lesquels abordent sur le long terme (depuis 1998) de nombreux aspects sociaux et économiques du pays. Plus important encore, la confiance de Hu Angang à l'égard de la Chine repose sur une connaissance profonde des contours et de l'efficacité de l'allocation des ressources, laquelle est souvent abordée par le biais de sujets percutants qui sont négligés tant par les observateurs basés à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Chine.